

Les associations environnementales ont rencontré le préfet du Gers



Les associations environnementales ont rencontré le préfet du Gers

Les représentants des Amis de la Terre du Gers et de Bien Vivre dans le Gers ont rencontré M. Laurent Carrié, préfet du Gers, le 26 avril dernier.

Ils lui ont remis à cette occasion une lettre ouverte concernant l'accélération des énergies renouvelables, intitulée : « Notre inquiétude fait suite à l'application de la loi APER dans le Gers, qui appelle à une transformation brutale de notre département / Pour une protection de notre exception agricole », qui a déjà été signée par plus de vingt associations et organisations gersoises.

Cette rencontre a duré plus de deux heures et a permis d'aborder les principaux points de préoccupation des associations environnementales.

Energies renouvelables

La multiplication des projets d'usines de méthanisation, de centrales photovoltaïques et agrivoltaïques, portés par des sociétés privées dans des villages sans moyens de défense, nécessitent une planification à l'échelle départementale, que le préfet considère également être nécessaire.

Il a accueilli favorablement la proposition de déclinaison pour le Gers de la Commission Régionale des Énergies Occitanie. Cette CRE 32, en tant qu'extension du pôle ENR, permettrait de réunir tous les acteurs autour de la table et de travailler à l'échelle du département pour maîtriser ces évolutions.

Déchets

Parmi les nombreuses questions concernant le projet de centre de tri de Masseube, les associations s'interrogent sur son financement ; les travaux de l'usine vont commencer alors que le plan de financement de 30 millions d'euros n'est ni connu ni voté par les collectivités locales concernées. L'inondabilité du site a été rappelée, avec pour exemple la récente inondation de 2014. Un rendez-vous est proposé avec la Direction départementale des territoires (DDT) pour revoir la cartographie des crues.

Eau

La crise agricole n'est pas finie dans le Sud-Ouest, avec en particulier la gestion de l'eau. De nombreuses retenues d'eau sont non déclarées à la Direction départementale de l'équipement, avec seulement 1 000 retenues connues sur 3 000.

L'annonce par la Région de dizaines de nouvelles retenues sans que les associations participant aux instances officielles en soient informées est inacceptable.

Une cartographie détaillée s'avère nécessaire et l'Office Français de la Biodiversité (OFB) va être saisi.

Une prochaine réunion spécifique sur l'eau a été validée par le préfet.

Mobilités

La remise en service de la ligne ferroviaire Auch-Agen, indispensable tant pour les voyageurs que pour le fret, permettra le désenclavement du Gers en assurant une connexion efficace avec Agen, redonnera de l'attractivité et rétablira un manque d'investissements subi depuis des années.

Encore faut-il que l'étude de faisabilité, financée par l'État et les collectivités, soit conforme aux dérogations prévues en cas de réouverture de ligne, avec la possibilité du maintien des passages à niveau sécurisés.

En ce qui concerne la ligne Auch-Toulouse, de possibles crédits seraient alloués pour des travaux, mais à priori rien n'est provisionné pour en améliorer rapidement l'exploitation et pour mener des études qui permettraient au Gers de bénéficier des effets positifs des Services express régionaux métropolitains (SERM), grands projets de RER pour l'agglomération toulousaine prévus par l'État.

Les associations présentes remercient Monsieur le préfet de son écoute et de sa volonté de travailler sur les projets gersois avec les collectivités locales et les associations lors de réunions régulières.

Au-delà de la création de la CRE 32, elles espèrent que leur demande de moratoire concernant l'accélération de la mise en place des énergies renouvelables sera entendue, afin de ménager le temps du débat et de permettre aux habitants d'être associés à l'évolution de leur territoire

